

SERIE DE QUESTIONS N°1

1. **D'André Hubert DENIS, échevin du tourisme à Malmedy, à M. Bruggeman** : Certaines localités subissent une surdensité de gîtes : cela affecte le calme et la démographie des villages. Avez-vous mis en place des indicateurs qui permettraient aux autorités de prendre des décisions en matière de permis d'urbanisme, afin de limiter la transformation de résidences en logements touristiques ?

2. **D'un anonyme, néerlandophone**, qui ose sans doute mettre le doigt où ça fait mal : On a peu parlé de l'origine des visiteurs : beaucoup de Hollandais et de Flamands. Donc, la voiture reste le moyen le plus réaliste. Il faudrait se focaliser davantage sur l'origine des gens qui viennent visiter la Wallonie. On peut se demander aussi pourquoi il y a si peu de Wallons qui viennent visiter la Wallonie.

\* **Intervention d'un anonyme**: le tourisme de masse détruit le tourisme. On l'a vu avec Venise et on le sent chez nous. Mais par contre, on voit que par décisions politiques, c'est cela qu'on met en place... [Exemple :] L'aéroport de Bierset pour les touristes chinois n'apporte pas grand-chose à la ruralité wallonne. De la même façon, trop de réglementation détruit la volonté des gens de faire des choses. Il ne faut pas mettre trop de réglementations, mais plutôt les conseiller sur une nouvelle façon de vivre et d'accueillir.

3. **De Stany NOËL, agent de développement FRW (à Faymonville)** : Nous vivons dans une région qui connaît une augmentation de gîtes quantitative et qualitative. En revanche, on n'a rien mis en place pour l'amélioration des hébergeurs. Dans beaucoup de cas, ils ont une faible connaissance du milieu ainsi qu'une faible conscience du développement durable. Il y aurait un saut qualitatif à faire en la matière si l'on veut faire du durable avec un volume [de touristes] qui est là et qui ne va pas diminuer.... Il semble que rien n'est fait pour améliorer la formation des hébergeurs ou du moins garantir qu'ils aient un minimum de connaissances.

4. **De Benoît HOUBEAU, directeur de l'ASBL "Les découvertes de Comblain"** : Dans cette réflexion qui évoque une multiplicité d'acteurs, l'éducation à l'environnement a toute sa place. Je m'adresse à InterEnvironnement Wallonie : ne trouvez-vous pas qu'il faudrait associer le secteur environnemental et tous les acteurs de l'éducation ?

**Parole au Prof. Marc Mormont (sociologue invité en observateur)** : Derrière toutes les questions qu'on a soulevées, il y en a une qui se cache et qui domine : **au fond, a-t-on une idée claire des différents impacts économiques et sociaux des différentes sortes de tourisme?** Par exemple, à Barcelone, il y a eu une sorte de révolte populaire contre le tourisme *low cost* et ses impacts. En Wallonie, dans les années 80, il y a aussi eu des résistances populaires locales au développement des villages de vacances... Donc, **le tourisme a une dimension conflictuelle au niveau de ses impacts économiques et sociaux. Et cela, ça mérite discussion.**

## SERIE DE RÉPONSES N°1

**Marie SPAEY à Q3** : L'éducation est un enjeu, effectivement. Le label Clé Verte est un dispositif éducatif à la base. Mais ça ne suffit pas, parce que tout le monde ne veut pas se faire labelliser. Il existe aussi un dispositif mis en place par le CGT pour un accueil de qualité, incluant un volet "formation" sur l'environnement, la durabilité, etc.

**La même à Q2** : Oui, en effet, arriver en Wallonie en train n'est pas très direct, il faut être motivé. On attend de la SNCB qu'elle propose plus de trains afin d'entrer dans un cercle vertueux. À cela, ajoutons la connexion gare-infrastructures touristiques : comment les penser pour les rapprocher. Il faut modifier le système car la voiture, ce n'est pas une solution.

**Michèle HAINE à la question de M. MORMONT** : Non, à la CPDT, nous n'avons pas analysé les impacts sociaux. On les a seulement évalués de façon indirecte, en mesurant leurs impacts territoriaux.

**La même à Q1** : Des indicateurs pour les gîtes ? C'est en réflexion. En Suisse, ils ont fait mis en place des dispositifs tels qu'une fois un certain pourcentage de gîtes ou de résidences secondaires atteint, on n'autorise plus de nouveaux hébergements. Comment faire la même chose en Belgique ? On y travaille, mais on n'est pas sûr d'y arriver. En tout cas, c'est dans les cartons !

**Geneviève CLASTRES à Q1 et à Q3** : Chez nous, on a les Grands Sites de France [[www.grandsitedefrance.com](http://www.grandsitedefrance.com)]. Grâce à leurs analyses et leurs données (la fréquentation, les pics, etc.), ils aident les grands sites à organiser la gestion du territoire. Ils organisent des formations pour des gestionnaires de sites francophones (par ex. africains ou belges), avec travail en binôme avec un site français et un accompagnement pendant 15 jours. C'est souvent lié à la labellisation UNESCO. C'est un bon outil, avec des fiches très bien faites ; c'est un réseau très utile et très reconnu [dont vous pourriez vous inspirer à moindre coût puisque le travail est déjà fait chez nous !] Mme Clastres insiste sur cette opportunité.

**Marie SPAEY (concernant l'intervention de M. MORMONT)** : Après les années 70, le tourisme est devenu la manne providentielle, la solution à une série de problèmes dans les régions. On a donc investi, investi, investi dans des infrastructures finalement peu fréquentées ; ce qui engendre aujourd'hui une tension avec les riverains.

**Intervention de Francis BEBRONNE qui demande une réponse à la Q3 sur la sensibilisation des hébergeurs.**

**Geneviève CLASTRES à Q3** : Il existe de nombreux outils : Marie a parlé de la Clé Verte ; il y a les labels, mais certains hébergeurs les trouvent coûteux, contraignants, chronophages... Or, on fait souvent du tourisme durable sans le savoir, grâce au bon sens... Il faut favoriser les relais entre ces hébergeurs et le maillage touristique local existant, éduquer les touristes... Donc, il faut comprendre leurs contraintes, ne pas les culpabiliser, bref il ne faut pas mettre trop de pression sur les hébergeurs (surtout après deux années de Covid) et avoir avec eux un discours assez fin.

**Ajout de Michèle HAINE** : Autre exemple local : il y a aussi les lignes de conduite développées par le parc naturel des Deux Ourthes pour sensibiliser les hébergeurs.

## SERIE DE QUESTIONS N°2

1. **D'André Langohr CLDR (Commission locale de Développement rural) de Malmedy**, qui attendait plus de débats sur la santé (mentale, physique) : [Je paraphrase :] La matinée nous a présenté une masse d'éléments, d'informations, par des spécialistes de ceci, de cela... Cela manque de transversalité. Secundo, il y a sans doute un manque de culture, de formation dans le secteur du tourisme. Enfin, la participation des gens, très minime, n'a pas été abordée : à la Commission d'Aménagement du Territoire dont je fais partie, je suis sidéré du peu de débats sur les vrais enjeux du tourisme, au sens large. Comment peut-on repasser du spécialiste au généraliste et éduquer les citoyens pour qu'ils s'approprient ce débat ?
2. **Du participant néerlandophone susmentionné** : Je suis convaincu de la beauté des Ardennes, mais également attristé que les atouts des Ardennes ne soient pas très bien mis en valeur ; on ressent un manque de professionnalisme, un déficit en qualité du néerlandais ("pauvre" dans les brochures touristiques) et les infrastructures manquent d'entretien. On pourrait faire beaucoup mieux pour mettre en valeur la beauté des Ardennes.
3. **D'un intervenant anonyme [visant la présentation de Mme Clastres ?]** : Les réponses des intervenants sont intéressantes, mais est-ce qu'on ne se braque pas un peu trop sur l'exemple français, qui n'est pas notre culture, alors que notre clientèle est à 80% néerlandophone ?
4. **De Florent SANNA, de la Fédération des Gîtes et Chambres d'hôtes de Wallonie, à M. BRUGGEMAN** : A) Dans vos tableaux, les "hébergements de plateforme" semblent différer des "hébergements de terroir" reconnus par le CGT. Mais on trouve des hébergements de terroir sur les plateformes ! N'y a-t-il pas double comptage ou risque de confusion ? B) Par ailleurs dans ce débat sur le tourisme bienveillant, personne n'a abordé le tourisme chez l'habitant. On parle des infrastructures touristiques, de sociétés, de villages de vacances, mais le tourisme chez l'habitant semble absent du spectre. N'est-ce pas au contraire quelque chose d'ultra important pour nos villes, nos villages et notre ruralité ?
5. **De Christian DEROANNE, habitant de Tenneville**. Près de chez moi, nous devons faire face à un projet de village de vacances, par un promoteur – ... étranger, peu importe son origine, mais – qui n'aura pas ce spectacle sous les yeux tous les jours ! Si l'on considère bien le spectacle qu'auront les touristes quand ils viennent chez nous, il faut aussi considérer le spectacle que nous autres, locaux, aurons sous les yeux. On n'en tient pas du tout compte ! C'est décidé par des responsables politiques qui ne connaissent pas le lieu ; ils auront juste à apposer une signature ! La région sera gâchée pour toujours ! Dès qu'on a un bel endroit quelque part, il faut qu'on le bâtisse et qu'on bâtisse ! Dans la commune d'Ortho, les bois sont remplis de bungalows en tous genres et de caravanes pourries qu'on ne sait pas évacuer. Et le commerce local, c'est zéro : il n'y a rien, même avec des centaines de bungalows tout autour. Et donc, dire que ça va faire marcher le commerce local c'est de la foutaise !

## SERIE DE RÉPONSES N°2

**Derek BRUGGEMAN répond à Q4A** : Oui, il y a effectivement double comptage, mais on le savait. On n'a pas pu vérifier si chaque hébergement de terroir est aussi sur les plateformes pour lesquelles on a eu les données, car leur localisation précise est masquée. [S'ensuivent des détails techniques] (...)

**Marie SPAEY répond à Q1** : La participation et effectivement le parent pauvre du tourisme rural : c'est difficile à organiser, ça fait peur ; les enquêtes ne sont certainement pas réalisées là où elles devraient l'être. Il faudrait pouvoir disposer d'exemples où cela se passe bien et les reproduire.

Concernant les nuisances **(Q5)**, c'est comme toute activité économique : c'est terrible que des riverains aient à subir les conséquences sans avoir les bénéfices. Ce paramètre devrait être intégré parmi les indicateurs.

Concernant le tourisme chez l'habitant **(Q4B)** c'est vrai qu'il y a des systèmes qui se sont développés avant la Covid (exemple : "Warm shower" pour les cyclistes ou les gens qui prêtaient un fond de leur jardin aux pratiquants de la mobilité douce tels [exemple initiative Welcome to my garden]. Ces touristes sont manifestement plus intéressés par la durabilité. Il faut voir comment on peut les intégrer aux indicateurs même si on a tendance à penser qu'ils n'amènent pas de bénéfices économiques directs.